

Logement accompagné : « Nos adhérents ont arrêté les activités collectives » (Arnaud de Broca, Unafo)

Paris - Publié le mercredi 25 mars 2020 à 14 h 31 - Interview n° 178767

« Tous nos adhérents ont arrêté les activités collectives, notamment en pension de famille. Les personnes se retrouvent confinées dans leur logement alors qu'elles peuvent avoir des problèmes de santé mentale et d'addiction. L'arrêt des activités est simple à décider mais la conséquence est forte. Il faut maintenir le lien avec les personnes qu'il soit téléphonique ou physique », indique **Arnaud de Broca**, délégué général de l'**Union professionnelle du logement accompagné** (Unafo), à News Tank le 25/03/2020.

Dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 et des mesures de confinement, maintenir le lien « pose la question de la fracture numérique » des usagers. Pour les familles monoparentales, la problématique concerne la gestion du soutien scolaire. « Les résidents ne sont pas forcément équipés en smartphones ou ordinateurs et ce n'est pas un réflexe de se connecter et d'utiliser le téléphone comme un outil de maintien du lien social et d'activités sportives », selon Arnaud de Broca.

Selon une enquête flash de l'Unafo publiée le 24/03, les activités communes ont été arrêtées à l'unanimité mais l'accueil physique est maintenu chez 46 % des répondants. 16 % des répondants signalent des personnes infectées par le Covid-19 parmi leurs résidents et 19 % parmi leurs salariés. « Le sujet majeur concerne les équipements à mettre en place, notamment les masques. Le logement accompagné n'est pas prioritaire pour la distribution de masques mais cela pose des questions pour les salariés et pour la continuité de l'activité », dit-il.

Arnaud de Broca répond aux questions de News Tank.

« Le logement accompagné, les résidences sociales, les foyers de travailleurs migrants peuvent aussi être des sujets problématiques »

Comment les gestionnaires de résidences sociales et pensions de famille sont accompagnés à l'échelle nationale et locale ?

Nous sommes accompagnés sur le plan national par le ministère de la Cohésion des territoires ainsi qu'aux plans régional et local. Des consignes sont diffusées sur l'accompagnement. Le lien est quotidien sur différents sujets. Nous avons dû nous adapter et répondre à des demandes un peu contradictoires et peu coordonnées. En tant que tête de réseau, nous essayons de diffuser au mieux l'information. Au plan national, il y a le sujet majeur des sans-abri qui a beaucoup occupé le ministère. Le logement accompagné, les résidences sociales, les foyers de travailleurs migrants peuvent aussi être des sujets problématiques. Dans certains cas, les résidents sont âgés et les parcours de vie compliqués.


Le logement accompagné face à la crise sanitaire liée au COVID-19 : résultats de l'enquête flash de l'Unafo

- 16 % des répondants signalent des personnes infectées parmi leurs résidents et 19 % parmi leurs salariés ;
- La totalité des répondants signalent avoir arrêté leurs activités communes ;
- Deux tiers des adhérents ont arrêté l'entrée de nouveaux résidents mais l'accueil physique est maintenu dans 46 % des cas ;
- 75 % des salariés sont équipés de gants, 67 % de gel hydroalcoolique, 40 % des adhérents ont équipés leurs salariés de masques ;
- 51 % des répondants constatent un absentéisme inhabituel et deux tiers ont recours à une activité partielle

Cette enquête a été menée par l'Unafo du 21/03 au 23/03 et se base sur les réponses de 50 adhérents (sur 140 interrogées) gestionnaires de logement accompagné (résidences sociales, pensions de famille, logements jeunes).

À quelles problématiques êtes-vous confrontés ?

Le sujet majeur concerne les équipements à mettre en place, notamment les masques. Le logement accompagné n'est pas prioritaire pour la distribution de masques mais cela pose des questions pour les salariés et pour la continuité de l'activité. Nous sommes accompagnés sur les consignes, les règles à mettre en place sur la continuité d'activité, les affiches en langues multiples, qui sont utiles. Mais ce qui remonte est la difficulté sur les équipements de protection et la coordination.

 *Le logement accompagné n'est pas prioritaire pour la distribution de masques mais ça pose des questions majeures pour les salariés*

Dans les foyers de travailleurs migrants, en sur-occupation, avec des gens âgés, il existe de vraies difficultés de confinement

On peut isoler les malades dans les résidences sociales, expliquer les gestes barrières mais il se pose la question concrète des courses alimentaires, il faut leur donner des attestations de sortie dérogatoire. Souvent ce sont des personnes qui ont des problématiques de santé mentale. Pour elles, se retrouver seules et confinées dans un logement nécessite une gestion particulière. C'est très vrai dans les foyers de travailleurs migrants en sur-occupation, avec des

gens âgés. Il existe de de vraies difficultés pour organiser le confinement. Tant qu'il y a 2 ou 3 cas, les structures le font, isolent les malades. À un moment donné, ça ne sera plus possible. Nous n'avons pas de situation très complexe à ce stade, mais ça va venir. Si un cas de Covid-19 est constaté, le virus peut se propager assez vite dans certaines structures alors que ces personnes sont vulnérables. Dans les foyers de travailleurs migrants, le sujet est suivi mais l'accompagnement doit être plus efficace, plus rapide.

Quelles mesures ont été mises en place dans le cadre des mesures de restrictions des contacts physiques et du confinement ?

Tous nos adhérents ont arrêté les activités collectives, notamment en pension de famille. Les personnes se retrouvent confinées dans leur logement, alors qu'elles peuvent avoir des problèmes de santé mentale et d'addiction. L'arrêt des activités est simple à décider mais la conséquence est forte. Il faut maintenir le lien avec les personnes qu'il soit téléphonique ou physique. Le ménage est maintenu, de manière différente. Il se pose la question de la fracture numérique. Chez les familles monoparentales pour le soutien scolaire notamment. Il faut accéder au document envoyé par les professeurs et faire ce soutien scolaire. Les groupes WhatsApp existent déjà dans certaines résidences, surtout dans les logements jeunes, mais ce n'est pas adapté aux foyers de travailleurs migrants. Cela implique pour nos adhérents une adaptation en fonction des publics logés. Les résidents ne sont pas forcément équipés en smartphones ou ordinateurs et ce n'est pas un réflexe de se connecter et d'utiliser le téléphone comme un outil de maintien du lien social et d'activités sportives.

Tous les résidents ne sont pas forcément équipés en smartphones ou ordinateurs

Que souhaite l'Unaf pour améliorer la gestion de la crise sanitaire ?

Penser à l'après, par rapport à la santé mentale des personnes logées, et aux questions économiques des structures

Nos demandes portent surtout sur les masques, sur les résidences accompagnées et les foyers de travailleurs migrants, qui vont poser des difficultés. S'il y a des cas de Covid-19, le virus va se propager. L'objectif est d'aider au mieux les gestionnaires. Des centres d'hébergement spécialisés sont mis en place pour accueillir les malades, dans le cahier des charges, ces centres sont ouverts au résidents de foyers de travailleurs migrants mais la

communication est focalisée sur les sans-abri. Nous allons aussi avoir des difficultés de maintien de l'activité, il faut donc aider les professionnels à se maintenir ou faciliter le recrutement de CDD et d'intérimaires. Il faudra aussi penser à l'après, par rapport à la santé mentale des personnes logées. Et aussi par rapport à la question économique des structures, notamment pour les plus petits adhérents.